

coulant de leur activité productive. Il comprend les traitements et salaires, les bénéfices, intérêts, loyers et revenus nets des entreprises agricoles et non agricoles non constituées en sociétés.

Produit national brut.—Le produit national brut, en totalisant tous les frais de la production, mesure la valeur marchande de tous les produits finis et les services des différents facteurs de la production dans la période en cours. Il représente la somme du revenu national plus les impôts indirects (impôts indirects moins subventions) et plus les frais d'amortissement et autres frais commerciaux analogues.

Revenu des particuliers.—Le revenu des particuliers est la somme des revenus courants, qu'ils découlent ou non de l'activité productive. Il comprend les paiements de transfert de l'État tels que les allocations familiales, les prestations d'assurance-chômage et les gratifications de guerre en plus des traitements et salaires, du revenu net des entreprises non constituées en sociétés, des intérêts et des revenus nets des loyers des particuliers. Il ne comprend pas les bénéfices non distribués des sociétés et les autres éléments du revenu national non versés aux particuliers.

Dépense nationale brute.—La dépense nationale brute évalue le même ensemble que le produit national brut, soit la production totale des biens finis et des services aux prix du marché, en établissant la destination de la production au moyen des ventes dernières aux particuliers, aux administrations publiques, aux entreprises, pour être affectée au compte du capital (y compris les différences dans les stocks), et à l'étranger (exportations). Les importations de biens et services, y compris les paiements nets des intérêts et dividendes aux non résidents, en sont déduites, étant donné que le but est d'évaluer la production canadienne seulement.

Coup d'œil rétrospectif.—De 1926 à 1953, la valeur du produit national brut s'est approximativement multipliée par cinq. Quoique la hausse des prix ait constitué une bonne part de cette augmentation apparente, l'augmentation de la production réelle a été de 166 p. 100 (voir tableau 3, de 1929-1953). Durant cette période, la population du Canada a augmenté de 56 p. 100 de sorte que l'augmentation de la production réelle par tête a été de 70 p. 100, indiquant une élévation des niveaux de vie et de prospérité. Cette amélioration est encore plus remarquable si on l'examine à la lumière des revers désastreux subis durant les années de crise et, plus récemment, de la diminution de l'horaire hebdomadaire de travail dans l'industrie. En 1933, durant l'apogée de la crise économique, la production réelle par personne avait diminué d'un tiers au regard de l'année relativement prospère de 1929.

La série de données chronologiques révèle plusieurs autres aspects intéressants de l'économie, entre autres la stabilité relative de la part du revenu total versée à la main-d'œuvre sous forme de traitements et salaires au regard de l'instabilité du revenu agricole et des placements (tableau 4); l'importance croissante de la dépense de l'administration publique dans l'économie, contrairement à l'importance décroissante des exportations (tableau 2); les modifications des proportions du revenu de l'État que représentent les impôts directs et les impôts indirects (tableau 7); et les changements de préférence chez les consommateurs, que révèle la composition de la dépense des particuliers (tableau 6).

Période d'après-guerre jusqu'à 1952.—L'aspect le plus impressionnant de l'économie canadienne depuis la guerre a été le rythme soutenu de l'expansion industrielle et de la mise en valeur des ressources, en même temps que l'accroissement de la productivité. Au cours des années 1947 à 1952, le volume physique des marchan-